



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n°251-DDPP-22 portant mise en demeure
de se conformer à l'article 4.9.4 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles L512-8 à L512-13 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des ICPE ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU le régime de la déclaration auquel est soumis la société FLOREAL SA, exploitant la Station – service Géant Casino au Centre Commercial La Béraudière à 42150 La Ricamarie ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 16 mai 2022, établi à la suite d'une inspection réalisée sur site le 15 mars 2022 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 16 mai 2022 transmettant le rapport d'inspection susvisé ainsi que le projet ;

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'installation ne présente pas de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation conformément à l'article 4.9.4 de l'AM du 15 avril 2010 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société FLOREAL SA – Station service Géant Casino située au Centre Commercial La Béraudière – 42150 LA RICAMARIE – N° SIRET 95040592800884 est mise en demeure sous un délai de **trois mois**, de se conformer à l'article 4.9.4 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, à savoir de mettre en place un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

ARTICLE 2

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus aux mêmes articles, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : www.loire.gouv.fr

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014, Saint-Etienne Cedex 2

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de La Ricamarie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques. Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au maire de La Ricamarie
- à l'exploitant

Fait à Saint-Etienne, le **30 MAI 2022**


**Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général**

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono